

Unité bi-départementale Calvados – Manche
1 rue du Recteur Daure
CS 60040
14070 CAEN

CAEN, le 27/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/02/2023

Contexte et constats

Publié sur 

LETELLIER SAS

Rue Philippe Lebon
ZI de la Fossette
14440 Douvres-la-Délivrande

Références : 2023.152
Code AIOT : 0005304218

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/02/2023 sur le centre de tri exploité par la SAS LETELLIER, implanté au lieu-dit "Les Pérelles" à Douvres-la-Délivrande. L'inspection a été annoncée le 02/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LETELLIER SAS
- Lieu-dit "Les Pérelles" - 14440 Douvres-la-Délivrande
- Code AIOT : 0005304218
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise de travaux publics Letellier SAS exploite depuis 2002 un centre de tri et recyclage de déchets de chantiers publics et de démolition et de regroupement de déchets verts, sur la commune de Douvres la Délivrande, hameau des Pérelles. Ce site jouxte la carrière de calcaire du même exploitant, et les 2 sites sont interdits d'accès par une clôture périphérique commune.

Le centre de tri est exploité sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 mai 2002, modifié en dernier lieu par arrêté du 15 avril 2011.

L'entreprise dispose du label "Materrio Normandie" mis en place en région par la FRTP et l'UNICEM, avec le soutien de l'ADEME et du conseil régional. Ce label vise à garantir la qualité des matériaux recyclés issus de déchets BTP.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

1) Suite aux évolutions de la nomenclature des installations classées survenues depuis 2011, les activités autorisées relèvent des rubriques n° 2718 (regroupement de déchets d'amiante, régime ICPE de l'autorisation), 2716 et 2515 (régime ICPE de l'enregistrement), 2517 (régime ICPE de la déclaration) et 2794 (régime ICPE a priori de l'autorisation, en lieu et place de la rubrique n° 2260).

A la suite des échanges tenus lors de l'inspection, il s'avère que plus aucun déchet dangereux n'est admis sur le site (rubrique 2718 à l'arrêt), et que l'activité de réception pour regroupement de déchets apportés directement par leurs producteurs (bois, DIB, déchets verts, terres...) s'apparente à celle d'une déchèterie professionnelle et relève donc de la rubrique n° 2710-2 de la nomenclature ICPE. L'exploitant envisage de faire évoluer cette activité dans le courant de l'année 2023, en vue notamment de réaliser un tri plus performant des déchets banals qui lui sont apportés. Des réflexions sont également en cours afin de ne plus broyer les déchets verts sur site, mais simplement pratiquer leur massification puis leur expédition.

Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous 3 mois un dossier d'actualisation des rubriques ICPE exercées sur le site ; ce dossier doit définir clairement les stocks relevant des rubriques 2716,

2517 et 2710-2. Il doit également permettre de statuer sur le classement au titre de la rubrique n° 2794 (broyage de déchets verts) ; le critère est à apprécier en capacité maximale journalière de broyage et non en moyenne annualisée (cf. note DGPR du 27/04/2022 sur l'interprétation des rubriques ICPE déchets).

2) Sur la page internet décrivant le centre de tri, l'entreprise dresse la liste des déchets qu'elle accepte. Il est demandé à l'entreprise de ne pas mentionner sur cette page l'acceptation de déchets de gypse et de plâtre, puisque dans les faits ces déchets ne sont tolérés qu'en mélange dans les déchets de BTP apportés par les producteurs. Si des déchets de gypse et de plâtre sont réceptionnés déjà triés sur le site, ceux-ci doivent être gérés selon une filière spécialisée et non regroupés en mélange.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Entretien du séparateur à hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 24/05/2002, article 13.5	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
2	Analyse des eaux rejetées	Arrêté Préfectoral du 24/05/2002, article 13.6	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
3	Ressources en eau en cas d'incendie	Arrêté Préfectoral du 24/05/2002, article 15.7	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	Stockage de déchets sur une parcelle non autorisée	Arrêté Préfectoral du 24/05/2002, article 6	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
5	Confinement des eaux d'extinction incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
7	Information préalable à l'admission de déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 point II	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Surveillance des retombées de poussières	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le centre de tri et recyclage de matériaux de chantier est globalement exploité dans le respect de la réglementation. Quelques écarts ont été relevés et doivent être corrigés dans les délais associés. Deux non-conformités majeures sont relevées, en l'occurrence l'entreposage d'un stock important de déchets verts (combustibles) en dehors du périmètre autorisé et sans ressource en eau en cas d'incendie. L'exploitant se doit de réagir rapidement.

Par ailleurs, l'inspecteur prend note des réflexions en cours concernant une évolution de l'activité DIB vers un tri in situ et non plus un simple regroupement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Entretien du séparateur à hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/05/2002, article 13.5
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien du séparateur à hydrocarbures
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le séparateur à hydrocarbures sera équipé d'un obturateur automatique interdisant tout rejet lorsque la capacité de stockage des hydrocarbures est atteinte. Il sera maintenu en parfait état et la chambre à huile sera régulièrement vidangée par une entreprise spécialisée.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que le séparateur à hydrocarbures a été vidangé depuis plusieurs années.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Analyse des eaux rejetées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/05/2002, article 13.6
Thème(s) : Risques chroniques, Analyse des eaux rejetées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Deux prélèvements annuels représentatifs seront effectués en période hivernale sur le rejet dans le fossé enherbé. Les valeurs limites de rejets devront être conformes à l'article 13.5 ci-dessus.
Constats : Aucune analyse n'a été effectuée depuis plusieurs années. La dernière analyse communiquée, datant de 2018, montrait un dépassement de la valeur limite autorisée pour la DCO. Le point de rejet en sortie du séparateur d'hydrocarbures, où doivent être pratiqués les prélèvements d'analyse, n'a pas pu être identifié par l'exploitant durant l'inspection. Ce sujet est à corriger rapidement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Ressources en eau en cas d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/05/2002, article 15.7
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau en cas d'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement disposera en toute circonstance de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau incendie, au débit minimal de 60 m3/h pendant 2 heures. A défaut, il devra disposer d'une réserve d'eau de 120 m3.
Constats : Les 2 bassins de tamponnement et décantation, de volume utile 320 et 368 m3, sont gérés en cote basse (trop-plein placé à environ 50 cm du fond dans les 2 cas). Aussi, l'exploitant ne dispose pas de la réserve en eau attendue. Les géomembranes assurant l'étanchéité de ces bassins sont en parfait état, de même que celle équipant le fossé de collecte amont.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Stockage de déchets sur une parcelle non autorisée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/05/2002, article 6
Thème(s) : Situation administrative, Stockage de déchets sur une parcelle non autorisée
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations et leurs annexes seront implantées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation, en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.
Constats : Il a été constaté que le stock de déchets végétaux (estimé entre 4000 et 6000 m3) est entreposé sur la parcelle cadastrée ZR n°13, soit en dehors des limites ICPE du centre de tri. C'est également le cas d'un stock de gravats divers (issus du chantier de pose du câble souterrain RTE raccordant le futur parc éolien offshore de Courseulles sur mer).
Observations : Tous les stocks entreposés en dehors du périmètre ICPE doivent être rapatriés sous 3 mois sur le centre de tri. A toutes fins utiles, il est rappelé que le broyage des déchets verts doit également être réalisé au sein des limites ICPE du centre de tri.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Confinement des eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.
Constats : L'inspecteur dresse le constat d'une situation non satisfaisante, puisque le dispositif d'actionnement de la vanne placée entre le bassin 2 et le séparateur d'hydrocarbures n'est pas disponible sur place. La bonne étanchéité de cette vanne, a priori rarement actionnée, n'est pas garantie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Surveillance des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des retombées de poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières. Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées ou à défaut, pour les installations existantes, par la méthode des plaquettes de dépôt. Un point au moins, permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (« bruit de fond ») est prévu. Le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont décrits dans le dossier de demande d'enregistrement. (...) Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations : <ul style="list-style-type: none">- fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois ;- implantées sur une exploitation de carrière qui réalise une surveillance environnementale selon les prescriptions de l'article 19.5 et suivants de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrière.
Constats : Stricto sensu, le centre de tri est situé sur une parcelle jouxtant la carrière. L'exploitant n'a pas mis en place un réseau de surveillance des retombées de poussières du centre de tri, mais l'a fait pour la carrière. De manière pragmatique, il est demandé à l'exploitant de compléter son dispositif de surveillance en positionnant une jauge de retombées en limite ouest, au niveau de la clôture avec la parcelle cadastrée ZR n°11.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Information préalable à l'admission de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 point II
Thème(s) : Situation administrative, Information préalable à l'admission de déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité (s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.</p> <p>a) Informations à fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - source (producteur) et origine géographique du déchet ; - informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ; - données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ; - apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ; - code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ; - résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ; - au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement ou tri.
<p>Constats : Durant l'inspection, il a été observé le déchargement d'un chargement de terres végétales par la société Lefossey. L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir la fiche d'identification préalable de ce lot et ignorait son origine. Le bon de pesée fourni ne permet pas de garantir l'origine de ce lot.</p> <p>L'exploitant n'a par ailleurs pas mis en place de registre de consignation des refus de déchargement.</p>
<p>Observations : L'inspection a également été l'occasion d'évoquer le déploiement progressif du registre national des déchets, terres excavées et sédiments prévu à l'article R.541-43 du code de l'environnement.</p> <p>L'exploitant a indiqué être conscient de cette nouvelle obligation réglementaire et sera pleinement en capacité de la respecter d'ici la fin de la période de tolérance.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois